



MINISTÈRE DES ARMEES

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CCTP

Objet du marché :

SAINT-MAIXENT (79) – Caserne Marchand – Bâtiment 0022
Rénovation de la salle d'exposition et création d'une issue de secours

LOT 1 : Retrait de matériaux amiantés et plombifères

Lieu d'exécution : Quartier Marchand – Avenue de l'école militaire – 79400
SAINT-MAIXENT L'ECOLE

SOMMAIRE	Erreur ! Signet non défini.
1 - DISPOSITIONS GENERALES TOUT LOTS	3
ARTICLE 1 – CONDITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX.....	3
ARTICLE 2 – HORAIRES DE TRAVAIL.....	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS FOURNIS AU MARCHE	4
ARTICLE 4 – SIGNALISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER.....	4
ARTICLE 5 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	6
ARTICLE 6 – INSPECTION DU TRAVAIL DANS LES ARMEES	6
ARTICLE 7 – MISE EN ŒUVRE DE SOURCE DE CHALEUR	6
ARTICLE 8 – PROTECTION INCENDIE	6
ARTICLE 9 – STOCKAGE ET ELIMINATION DES DECHETS	6
ARTICLE 10 – ETATS DES LIEUX ET PROTECTION DES OUVRAGES.....	7
ARTICLE 11 – NETTOYAGE	7
2 – DISPOSITIONS TECHNIQUES TOUS LOTS	7
ARTICLE 12 - OBJET DU MARCHE.....	7
ARTICLE 13 - DESCRIPTION SOMMAIRE DES OUVRAGES	7
ARTICLE 14 – ORGANISATION DU CCTP.....	9
ARTICLE 15 - LIMITES DE PRESTATIONS.....	10
3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES DU LOT N°1 (Désamiantage et déplombage)	10
ARTICLE 16 – SECTION TECHNIQUE Retrait de matériaux plombifères	10
ARTICLE 17 – SECTION TECHNIQUE / Retrait de matériaux amiantés	11

1 - DISPOSITIONS GENERALES TOUS LOTS

ARTICLE 1 – CONDITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX

Certification :

L'ensemble des systèmes, produits et matériaux prévus par le titulaire ou le mandataire, devra disposer d'avis techniques, documents techniques d'applications, classements et normes suivant les réglementations et demandes du CSTB, comme stipulés dans le présent CCTP. Toutes offres de prix présentant des divergences à ces demandes de la maîtrise d'œuvre, qu'elles soient d'ordre de qualifications, références ou techniques, seront déclarées comme non recevables.

Contrôle élémentaire :

Les prestations se dérouleront sur des sites militaires qui disposent de règles d'accès spécifiques.

A ce titre, le titulaire ou le mandataire établira une liste nominative et un dossier individuel de sécurité pour chaque personnel qui sera susceptible de participer aux prestations sur les sites décrits par ce marché.

Le titulaire ou le mandataire devra respecter en tout point la procédure pour l'obtention et la délivrance des laissez-passer qui seront établis.

Le dossier individuel de sécurité se compose :

- du formulaire « DEMANDE DE CONTROLE ELEMENTAIRE » en version PDF exploitable ; l'intéressé renseigne les rubriques 2, 3 et 4, sans verrouiller le formulaire et enregistre le fichier au format **NOM_P_JJMMAAAA** (NOM : nom complet en majuscule de l'intéressé ; P : 1^{ère} lettre du prénom en majuscule de l'intéressé ; JJ/MM/AAAA : date de naissance de l'intéressé au format spécifié ; séparateurs des caractères par les tirets de la touche 8 du clavier alphanumérique) ;
- impression de ce formulaire renseigné et signé par l'intéressé, en version PDF scanné avec format d'enregistrement **SCAN_NOM_P_JJMMAAAA** ;
- copie de la pièce d'identité (carte nationale d'identité, passeport, carte de séjour) de l'intéressé valide avec format d'enregistrement **PI_NOM_P_JJMMAAAA**.

Les documents de sécurité seront transmis par support électronique (clé USB) ou fichier spécifique avec la remise de l'offre.

Le formulaire « DEMANDE DE CONTROLE ELEMENTAIRE » est joint aux pièces de l'appel d'offre en ligne. Il ne sera pas considéré comme une pièce constitutive du marché (§ 2) mais la transmission de ce dossier SECURITE garantira un gain dans le délai de traitement des contrôles individuels, avant le début des travaux.

Chaque procédure individuelle de contrôle élémentaire fait l'objet d'une étude par un service du ministère des armées qui peut durer **2 mois**, avant la validation des accès de l'intéressé aux sites militaires.

Relevés à effectuer :

Avant d'établir son offre, le titulaire ou le mandataire effectuera obligatoirement une visite des lieux. Il formulera toutes les réserves d'incompatibilités d'exécutions avant la passation du marché. Par ailleurs, il devra effectuer tous les relevés nécessaires à la bonne exécution de ses prestations durant cette visite.

ARTICLE 2 – HORAIRES DE TRAVAIL

Les horaires de travail dans la zone des travaux pourront être établis par le titulaire dans une plage de 08h00 à 17h30 du lundi au jeudi et le vendredi de 8h00 à 12h00.

Le titulaire ou le mandataire pourra être présent sur le lieu des travaux en dehors de ces périodes après demande et accord aux usagers du site et à la maîtrise d'œuvre (MOE), à condition où il fait une demande de dérogation aux horaires à minima une semaine avant l'intervention souhaitée.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS FOURNIS AU MARCHÉ

Les plans, dossiers ou rapports joints au présent marché sont au nombre de 12 :

Numéro	Plans
1	Plan de situation
2	Plan de masse
3	Plan RDC du bâtiment 0022 (état actuel)
4	Plan RDC du bâtiment 0022 (état futur)
5	Plan de retrait des matériaux amiantés et plombifères
6	Plan de façade du bâtiment 0022
7	Plan électrique mezzanine du bâtiment 0022
8	Plan électrique RDC du bâtiment 0022
Numéro	Dossiers / Rapports
9	Dossier photos bât 0022
10	Rapport de mission plomb bât 0022 (pièce contractuelle)
11	Rapport de mission amiante bât 0022 (pièce contractuelle)
12	Dossier du bureau d'étude DL structure (pièce contractuelle)

Ces documents ne sont donnés qu'à titre indicatif (*hors pièces contractuelles*).

Durant la visite, le ou les entrepreneur(s) est ou sont tenu(s) de relever toutes les côtes nécessaires afin de réaliser un chiffrage leur permettant de répondre le plus précisément possible à l'appel d'offre (les côtes présentes sur les plans liés au marché sont données à titre indicatif).

ARTICLE 4 – SIGNALISATION ET INSTALLATION DE CHANTIER

❖ Installations de chantier

Les installations de chantier destinées au désamiantage à la charge du **titulaire ou mandataire du lot n°1** sont les suivantes :

- ❖ la mise en place d'une zone de stockage des déchets (*inerte, inerte et non dangereux, dangereux*) ;
- ❖ la mise en place de séparations et leur retrait pour délimiter les zones de chaque phase d'intervention ;
- ❖ la mise en place de balisages, d'affichages et des signalisations dédiés aux caractéristiques techniques du **lot n°1** ;
- ❖ la mise en place de vestiaires et de sanitaires (*dédiés à la partie désamiantage et retrait des matériaux plombifères*) ;

- ❖ la mise en place des installations de chantier nécessaires au retrait des matériaux amiantés ;
- ❖ la mise en place de containers, etc...

Les installations de chantier à la charge du **titulaire ou mandataire du lot n°2 sont les éléments suivants :**

- ❖ la mise en place d'une zone de stockage des matériaux ;
- ❖ la mise en place de clôtures (ou de délimitations « séparation physique ») pour délimiter la zone de chantier ;
- ❖ la mise en place d'un balisage, de signalisations ;
- ❖ la mise en place de vestiaires et de sanitaires ;
- ❖ la mise en place d'un espace dédié aux réunions de chantier et à la restauration ;
- ❖ la mise en place de containers, etc...

Ils comprennent également pour **chaque lot** la sécurisation du chantier, toutes les dispositions d'hygiène, de sécurité, et de mesures sanitaires épidémiologiques (Covid 19), ainsi que les protections des ouvriers et des occupants.

Cependant le titulaire ou le mandataire de chacun des lots aura à sa charge de mettre en place les éléments nécessaires à l'évacuation des déchets de chantier « compris rotations », enlèvement et traitement des déchets qui leur sont propres.

Un plan et une note d'organisation seront établis avant les travaux, soumis à la validation du MOE, du coordonnateur en sécurité et de la protection de la santé et du chargé de prévention.

❖ Panneau d'information

Le titulaire du lot n°2 devra fournir et poser un panneau d'information nommant l'ensemble des acteurs des travaux, le numéro de la déclaration préalable etc... à l'entrée de la caserne Marchand visible de la voie publique.

Le panneau d'information aura une dimension minimale de 300 cm /170 cm.

❖ Energies de chantier

Le titulaire ou le mandataire de chacun des lots se rapprochera de la maîtrise d'ouvrage pour les branchements en électricité et en eau.

Le titulaire du lot n°2 mettra en place 2 coffrets de chantier accompagnés d'une attestation de conformité.

- 1^{er} coffret situé du côté de la pièce 22 (salle d'exposition).
- 2^{ème} coffret situé du côté de la pièce 28 (pignon sud du bâtiment).

L'administration fournira sur place les énergies de chantier nécessaires au bon déroulement des travaux dans la mesure du possible.

❖ Sécurisation des installations techniques du bâtiment « chauffage et électricité »

Le titulaire du lot n°2 réalisera avant le début des travaux toutes les consignations qui s'avèreraient nécessaires à l'ensemble des installations techniques du bâtiment 0022, accompagnées d'une attestation de consignation (pour chaque réseau consigné) :

- ❖ Consignation du réseau électrique ;
- ❖ Consignation du réseau de chauffage.

Le titulaire du lot n°2 fournira à la maîtrise d'œuvre le plus en amont possible, une déclaration d'intention de commencement de travaux (D.I.C.T.), avant la démolition du palier existant (sortie de secours extrémité sud du bâtiment).

ARTICLE 5 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Le titulaire ou le mandataire se conformera pendant toute la durée du marché à l'instruction ministérielle n°300612 / DEF / DFP / PER / 5 du 16 mars 1998 relative à certaines dispositions de prévention applicables aux opérations de bâtiment ou de génie civil effectuées dans un organisme du Ministère des Armées (MINARM). Celle-ci est disponible sur demande.

ARTICLE 6 – INSPECTION DU TRAVAIL DANS LES ARMEES

Il est précisé également que l'Inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail.

Adresse : Ministère des Armées
Contrôle Général des Armées
Inspection Générale du Travail dans les Armées
60, boulevard du Général Martial Valin – CS 21623 – 75509 PARIS CEDEX 15

ARTICLE 7 – MISE EN ŒUVRE DE SOURCE DE CHALEUR

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de l'établissement d'un permis feu délivré par le responsable incendie de la formation.

ARTICLE 8 – PROTECTION INCENDIE

Au regard des règlements de sécurité contre les risques d'incendie, le bâtiment est régi par le code du travail et des établissements recevant du public de 5^e catégorie de type « Y ».

ARTICLE 9 – STOCKAGE ET ELIMINATION DES DECHETS

Le titulaire ou le mandataire de chacun des lots soumettra à la maîtrise d'œuvre pendant la période de préparation du marché un schéma d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets (SOSED) dans lequel il détaille l'ensemble des éléments du marché concernant la gestion des déchets sur le chantier.

Ce document définira le programme d'organisation et de suivi de l'évacuation des déchets du chantier. Il quantifiera les déchets du chantier dans les différentes classes de déchets, par corps d'état ou tous corps d'état ; le but étant de valoriser au maximum ces déchets, de les évacuer au plus proche et dans les meilleures conditions économiques.

Les opérations particulières de transport et de destruction des matériaux déposés et des produits polluants sont entièrement **à la charge du titulaire ou du mandataire de chacun des lots** du présent marché et le sera dans le plus strict respect des normes environnementales en vigueur par des entreprises agréées. Les bordereaux de suivi des déchets (DIB, DIB et Inerte) seront remis de façon systématique au représentant du maître d'œuvre.

Le titulaire ou le mandataire mettra en place pendant toute la durée des travaux les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité de l'ensemble des déchets.

ARTICLE 10 – ETATS DES LIEUX ET PROTECTION DES OUVRAGES

Un état des lieux contradictoire avec photos sera réalisé avant et après les travaux. **Le titulaire ou le mandataire de chacun des lots** prendra toutes les dispositions utiles afin d'éviter la détérioration des installations existantes. Ils prendront un soin particulier à la protection des ouvrages existants. Les dégâts occasionnés par la faute **du titulaire ou mandataire de chacun des lots** donneront lieu à des travaux de remise en état, à leurs frais, selon les directives qui lui seront données par le maître d'œuvre.

ARTICLE 11 – NETTOYAGE

Pendant les travaux, **le titulaire ou le mandataire de chacun des lots** devra effectuer un nettoyage journalier, une protection des ouvrages adjacents ainsi qu'une évacuation des gravois et déchets correspondants.

A l'issue des travaux, **le titulaire ou le mandataire de chacun des lots** procédera à un nettoyage parfait du chantier et des abords, et le cas échéant à leur remise en état. **Le titulaire ou le mandataire de chacun des lots** aura à sa charge la sortie de ses gravois après nettoyage et l'évacuation à la décharge publique.

2 – DISPOSITIONS TECHNIQUES TOUS LOTS

ARTICLE 12 - OBJET DU MARCHE

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) concerne l'opération de travaux au profit du bâtiment n°0022 de la caserne Marchand, situé à Saint-Maixent-l'École (79). En plus de la rénovation de cette partie du bâtiment, les travaux permettront également de répondre aux normes de sécurité incendie en vigueur.

ARTICLE 13 - DESCRIPTION SOMMAIRE DES OUVRAGES

- TERRAIN D'EMPRISE

La caserne Marchand est située dans un périmètre historique en périphérie de la ville de Saint-Maixent-l'Ecole.

- OUVRAGES EXISTANTS

Le bâtiment 0022 est répertorié comme établissement recevant du public de **5^e catégorie de type « Y »**.

Le bâtiment est composé de 4 niveaux (cave, rez-de-chaussée, 1^e étage et 2^{ème} étage).

Les travaux impacteront principalement l'intérieur du bâtiment (aile sud du rez-de-chaussée).

- CALENDRIER DE L'OPERATION

Le délai d'exécution du marché est de 8 mois dont 2 mois de période de préparation.

Il est décomposé comme suit :

3 mois d'exécution pour le lot n°1 ;
4 mois d'exécution pour le lot n°2.

La date prévisionnelle de début d'exécution des travaux est fixée à la fin du 1^{er} trimestre 2022.

- TRAVAUX A REALISER (lot n°1):

Les travaux de retrait d'amiante et de matériaux plombifères comprennent :

- ❖ le retrait des matériaux amiantés (peintures, enduits et bandes calicots) situés sur les murs et les plafonds des pièces 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 ;
- ❖ le retrait des matériaux amiantés dans le conduit rectangulaire des pièces 30, 31 et 32 ;
- ❖ le retrait des revêtements plombifères (peinture au plomb) sur les murs de la pièce 31, ainsi que l'évacuation de 12 radiateurs à éléments (pièces 22, 28, 30, 31, 32, 33 et 34);

- TRAVAUX A REALISER (lot n°2):

Les travaux de dépose et de démolition comprennent :

- ❖ la démolition des cloisons de distribution (après désamiantage) des pièces 28, 29, 30, 31, 32, 33 et 34 ;
- ❖ la démolition de la cloison située aux abords de la pièce 23 (Mezzanine) ;
- ❖ la démolition dans un mur de refend pour la création d'une ouverture (sortie de secours) ;
- ❖ la démolition des marches extérieures côté sud du bâtiment (sortie de secours) ;
- ❖ la dépose et l'enlèvement des luminaires existants dans la « salle d'exposition » ;
- ❖ la dépose et l'enlèvement des faux plafonds existants dans la « salle d'exposition » ;
- ❖ la dépose et l'enlèvement des moquettes au sol et des tapisseries murales existantes ;
- ❖ la dépose et l'enlèvement des rideaux existants ;
- ❖ la dépose et l'enlèvement des vitrines existantes.

Les travaux d'exécution comprennent :

- ❖ la création d'un nouveau palier (avec marches) de profondeur au moins égale à la largeur d'ouverture de l'issue de secours ;
- ❖ la création d'une issue de secours ;
- ❖ la fourniture et la pose d'une porte tierce ;
- ❖ la mise en peinture des murs et plafonds ;
- ❖ la fourniture et la pose d'un nouveau revêtement de sol ;
- ❖ la fourniture et la pose d'un faux-plafond dans les pièces 22 et 23 (salle d'exposition et mezzanine) ;
- ❖ la fourniture et la pose de cloisons de distribution ;
- ❖ la fourniture et la pose de bloc-portes ;
- ❖ le remaniement de la porte (sortie de secours) ;
- ❖ la dépose et l'évacuation de 11 fenêtres en bois ;
- ❖ la fourniture et la pose de 11 fenêtres en bois (pose en rénovation) ;
- ❖ la fourniture et la pose de mains courantes de chaque côté des escaliers (sorties de secours) ;
- ❖ la mise aux normes du tableau électrique (salle d'exposition) ;
- ❖ le remaniement des prises de courant et de l'éclairage existant ;

- ❖ la pose d'un système de rail (système Nordic) pour projecteur dans les pièces 22 et 23 ;
- ❖ la fourniture et la pose de prise de courant et de dispositifs d'éclairage ;
- ❖ la fourniture et la pose d'un point lumineux fixé au-dessus de la sortie de secours ;
- ❖ la fourniture et la pose de stores occultants ;
- ❖ l'extension du système de sécurité incendie ;
- ❖ la fourniture et la pose d'un système d'alarme anti-intrusion relié au système de sécurité existant ;
- ❖ la fourniture et la pose de radiateurs à élément ;

- DECLINAISON DES SECTIONS TECHNIQUES :

Ce marché est décliné en 2 lots composés de plusieurs sections techniques, désignées par l'abréviation (ST) dans la suite du présent document.

Numéro de lot	CCTP	Désignation des sections techniques	Objet de la section technique
1	CCTP Retrait de matériaux amiantés et plombifères	ST n° 1 (art 16)	Retrait de matériaux amiantés
		ST n°2 (art 17)	Retrait de matériaux plombifères
2	CCTP Tous corps d'état	ST n°1 (art 16)	Gros-œuvre
		ST n°2 (art 17)	Electricité
		ST n°3 (art 18)	Menuiseries intérieures
		ST n°4 (art 19)	Menuiseries extérieures
		ST n°5 (art 20)	Revêtement de sol
		ST n°6 (art 21)	Faux-plafond
		ST n°7 (art 22)	Peinture
		ST n°8 (art 23)	Chauffage
		ST n°9 (art 24)	Sécurité incendie

ARTICLE 14 – ORGANISATION DU CCTP

Ouvrages non explicitement décrits.

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages dus par **le titulaire ou les mandataires de chacun des lots**. Même s'il ne décrit pas dans le détail certains travaux, ces derniers sont compris dans le marché au même titre que les autres, ainsi que tous ceux nécessaires à la bonne finition des ouvrages. Les travaux annexes aux présents travaux décrits dans ce document sont donc à prendre en compte par le ou les titulaire(s). Par conséquent **le titulaire ou les mandataires de chacun des lots** sont invités à inclure toutes les imprécisions dans leurs offres et à les signaler au maître d'œuvre lors de la mise au

point. **Le titulaire ou les mandataires de chacun des lots** sont chargés de toutes les démarches nécessaires permettant la bonne réalisation des travaux et ne pourront en tout état de cause s'arguer de difficultés à ce sujet pour justifier un retard sur les travaux.

ARTICLE 15 - LIMITES DE PRESTATIONS

Sont compris dans les travaux l'ensemble des fournitures, prestations et obligations prévues dans le présent descriptif ainsi que toutes les propositions nécessaires pour obtenir un bon fonctionnement de l'ensemble de l'installation et une bonne tenue dans le temps. Ceci inclut le respect des règles, des normes en vigueur et des règles de l'art, ainsi que le respect des DTU.

Ils comprennent également :

- ❖ Les frais occasionnés par les mesures sanitaires « COVID » ;
- ❖ Les frais occasionnés par les relevés et recherche de réseaux sont à la charge **de chacun des lots en fonction de leur section technique** ;
- ❖ L'élaboration et la fourniture des documents, des plans d'implantation et d'exécution (*D.W.G et autres formats*) destinés à l'approbation avant le début des travaux et à la réception sont à la charge **de chacun des lots en fonction de leur section technique** ;
- ❖ L'élaboration et la fourniture des plans de récolement sont à la charge **de chacun des lots en fonction de leur section technique** ;
- ❖ La remise des bordereaux de suivi de déchets au fur et à mesure des travaux sont à la charge **de chacun des lots en fonction de leur section technique** ;
- ❖ La maîtrise d'œuvre initiera un contrôle de restitution d'ordre libératoire avant et après l'intervention du titulaire du **lot n°2** dans les zones de travaux impactées par le retrait des revêtements plombifères par un organisme indépendant.

- ❖ **Sont à la charge du lot n°1 :**
 - les plans de retrait des matériaux amiantés et plombifères ;
 - les rapports des mesures et des prélèvements contradictoires avant déconfinement et restitution des zones de travaux ;

- ❖ **Sont à la charge du lot n°2 :**
 - les dispositions relatives à l'article 4 du présent document (**Signalisation et Installation de chantier, panneau d'information, sécurisation des installations techniques**) ;
 - l'installation de 2 coffrets de chantier accompagnés d'une attestation de conformité ;
 - la consignation et déconsignation des réseaux électriques ;
 - la consignation et déconsignation du réseau de chauffage ;
 - la remise des attestations de consignation et déconsignation des réseaux électriques et de chauffage ;
 - la réalisation d'un bilan de puissance électrique du bâtiment n°0022 ;
 - le dimensionnement de l'alimentation et protection électrique pour la mise en œuvre d'un ascenseur hydraulique (salle d'exposition) ;
 - la réalisation d'une étude d'éclairage pour les pièces 22 et 23 ;
 - les frais occasionnés pour les relevés et le rapport des mesures d'éclairage.

3 – DISPOSITIONS TECHNIQUES DU LOT N°1 (Retrait des matériaux amiantés et plombifères)

ARTICLE 16 – SECTION TECHNIQUE 1 / Retrait de matériaux plombifères

Dispositions générales des prestations

- ❖ Si les DTU ne sont pas identifiés ci-dessous, les matériaux et les procédés d'exécutions devront être conformes aux règlements du CSTB et répondre aux normes NFP ;
- ❖ Le titulaire devra respecter les mesures de prévention à mettre en œuvre imposées par le code du travail concernant l'intervention sur les peintures contenant du plomb (*guide de l'institut national de recherche et de sécurité « INRS » ED 909*) ;
- ❖ Le titulaire devra fournir un plan de retrait concernant le retrait des matériaux plombifères avant le début de son intervention ;
- ❖ Le titulaire devra fournir un rapport concernant les mesures et prélèvements contradictoires avant restitution de la zone de travaux ;
- ❖ Le titulaire devra fournir les bordereaux suivis de déchets avant restitution de la zone de travaux ;
- ❖ L'accès à la zone d'intervention (*issue de secours*) concernant le retrait des matériaux plombifères se fera par l'extrémité sud du bâtiment (pour les pièces 28, 30, 31, 32, 33 et 34) et par l'entrée principale pour les 6 radiateurs à éléments situés dans la salle d'exposition (pièce 22) ;

16.1 Retrait de matériaux plombifères

- ❖ La mise en place de protection sur le sol ;
- ❖ La mise en place des installations de chantier (*signalisation, équipements, matériels, mesures de protections collectives et individuelles, etc...*) ;
- ❖ La dépose et l'évacuation des radiateurs à éléments revêtus de matériaux plombifères (***procédé à définir dans le mémoire technique***) dans les pièces 22, 28, 30, 31, 32, 33 et 34 ;
- ❖ Le retrait des revêtements plombifères (peinture au plomb) de la pièce 31 et l'ensemble du réseau de chauffage apparent.
- ❖ Le retrait de la protection du sol ;
- ❖ La réalisation des mesures contradictoires après le retrait des matériaux plombifères ;
- ❖ Le retrait des installations de chantier dédiées au retrait des matériaux plombifères ;
- ❖ Le nettoyage de la zone d'activité liée au retrait des matériaux plombifères.

ARTICLE 17 – SECTION TECHNIQUE 2 / Retrait de matériaux amiantés

Dispositions générales des prestations

- ❖ Si les DTU ne sont pas identifiés ci-dessous, les matériaux et les procédés d'exécutions devront être conformes aux règlements du CSTB et répondre aux normes NFP ;
- ❖ Le titulaire devra respecter les mesures de prévention à mettre en œuvre imposées par le code du travail concernant les L'4412-2, R 4412-133, R4412-96, R 4412-98 et les textes qui lui sont liés, ainsi que les recommandations du guide INRS ED 6091 et la norme NFX46-010 ;

- ❖ Le titulaire devra transmettre par voie postale avec accusé de réception la documentation nécessaire 2 mois avant le démarrage de chantier aux organismes d'inspection, de prévention et de sécurité du travail ;
- ❖ Le titulaire devra fournir un plan de retrait concernant le retrait des matériaux amiantés avant le début de son intervention ;
- ❖ Le titulaire devra fournir un rapport concernant les mesures et prélèvements contradictoires avant le déconfinement de la zone de travaux ;
- ❖ Le titulaire devra fournir les bordereaux de suivis de déchets avant le déconfinement de la zone de travaux ;
- ❖ L'accès à la zone d'intervention concernant le retrait des matériaux amiantés se fera par l'extrémité sud du bâtiment (sortie de secours) ;
- ❖ La surface impactée par les travaux de désamiantage est indiquée sur les plans joints au marché ;
- ❖ La maîtrise d'œuvre initiera un contrôle de restitution d'ordre libératoire avant et après l'intervention du titulaire du **lot n°2** dans les zones de travaux impactées par le retrait de matériaux amiantés par un organisme indépendant.

17.1 intérieur du bâtiment

- ❖ La mise en place de protection sur le sol (***accès à la zone de chantier***) ;
- ❖ La mise en place des installations de chantier (*sas de confinement, signalisation, équipements, matériels, mesures de protections collectives et individuelles, etc...*) ;
- ❖ La dépose et l'évacuation des matériaux amiantés « conduit de ventilation » (***procédé à définir dans le mémoire technique***) ;
- ❖ La dépose et l'évacuation des matériaux amiantés « peintures et bandes calicot sur plafonds et cloisons type Placoplatre ou brique » (***procédé à définir dans le mémoire technique***) ;
- ❖ La réalisation des mesures contradictoires après le retrait des matériaux amiantés (***attention : point d'arrêt réalisé par la maîtrise d'œuvre***) ;
- ❖ Le retrait des installations de chantier dédiées au retrait des matériaux amiantés ;
- ❖ Le retrait de la protection du sol (***accès à la zone de chantier***) ;
- ❖ Le nettoyage de la zone d'activité liée au retrait des matériaux amiantés.